QUI A PEUR DU « WOKISME » ? L’INTÉRÊT DE LA PSYCHANALYSE

Auteur : Sidi Askofaré

Date de parution : 29 avril 2026

Article disponible en ligne à l'adresse :
https://www.tupeuxsavoir.fr/publication/qui-a-peur-du-wokisme-linteret-de-la-psychanalyse/

Référence :
Sidi Askofaré, Qui a peur du « wokisme » ? L’intérêt de la psychanalyse, in *Revue Tupeuxsavoir* [en ligne], publié le 29 avril 2026. Consulté le 30 octobre 2026 sur https://www.tupeuxsavoir.fr/publication/qui-a-peur-du-wokisme-linteret-de-la-psychanalyse/

Distribution électronique pour tupeuxsavoir.fr. Tous droits réservés pour tous pays. Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l’éditeur , de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent article, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Qui a peur du « wokisme » ? L'intérêt de la psychanalyse

Permettez-moi tout d'abord, pour commencer, de remercier très sincèrement mes collègues responsables du Forum de Sao Paulo – et tout particulièrement Paula Pires et Sandra Berta – pour leur généreuse invitation.

Par cette invitation, qui n'est pas la première et qui, je l'espère, ne sera pas la dernière, je vais faire d'une pierre deux coups : contribuer aux travaux de la Diagonale Épistémique et participer à la présentation et au lancement de la traduction de mon ouvrage, vieux de quelques années maintenant : *D'un discours, l'Autre. La science à l'épreuve de la psychanalyse.* Ouvrage dont je dois la traduction et la publication à l'amitié et au dévouement de Marcelo Checchia, envers qui ma gratitude est immense.

Pour cette première conférence, il m'a été suggéré de parler de ou à propos de l'« intersectionnalité ». Ai-je besoin de dire que c'est bien sûr une question importante et tout à fait actuelle, en tout cas aux Etats-Unis d'Amérique, en Europe occidentale et en Amérique latine ?

Même si je n'ai pas de compétences particulières sur ce thème – qui est devenu quasiment un champ de recherches sur le plan académique – je dois reconnaître que, désormais, ce champ n'est plus un champ mineur.

Si j'ai néanmoins accepté d'en dire quelque chose, ce ne peut être que du seul lieu qui m'importe vraiment, celui du discours que nous avons en partage : la psychanalyse.

D'ailleurs, alors que je ne rencontrais le thème de l'intersectionnalité qu'à travers certaines thèses de Doctorat, aux jurys desquelles j'ai participé, ma curiosité a été fortement piquée à partir du moment où ce sont des collègues, psychanalystes de l'EPFCL, sans rapport avec la Faculté, qui en ont parlé aux dernières Journées Nationales de l'EPFCL-France. Et pas dans les meilleurs termes !

Cette référence s'est faite en effet sous la forme d'une critique, voire d'une dénonciation de ce qui est appelé aujourd'hui le « wokisme ».

D'où le titre, un brin provocateur, de ma conférence de ce soir : Qui a peur du « wokisme » ? *L'intérêt de la psychanalyse*.

L’invention du « wokisme »

Commençons par ce qu’on pourrait appeler : l’invention du « wokisme ».

En France, tout au moins, où j’observe la vie des idées et la vie politique, le terme de « woke » et celui de « wokisme », qui en est dérivé, sont d’apparition et d’usage récents. Ce qui se comprend, dans la mesure où les termes et les débats qu’ils suscitent viennent tout droit des USA.

Au plus simple, je dirai, pour le situer, que le terme « woke » est d’abord apparu dans les sphères militantes et activistes noires de ce pays, avec pour fonction principale de dénoncer le racisme et les violences policières.

Ce qui frappe aujourd’hui en France, c’est que ce mot est de plus en plus dévoyé, détourné de son sens originel. Il est surtout utilisé, et même raillé, dans la presse et le débat public, comme le nom de l’instrument de censure du militantisme antiraciste, féministe, intersectionnel et de la *cancel culture*.

Mais avant d’en venir à l’anti-wokisme, et à ceux qui ont intérêt à mettre en cause la « pensée woke », commençons par préciser d’où nous vient ce terme, son usage contemporain, et ce qu’il charrie de principes, valeurs, d’aspirations et de revendications pour ceux qui s’y reconnaissent.

Partons donc de ce signifiant « woke ». D’où vient-il ? Quels en sont les effets de signifié ?

Le mot « woke » lui-même, substantif forgé à partir du verbe *to wake,* se réveiller, a pris depuis quelques années un sens véritablement idéologique dans la langue vernaculaire africaine-américaine. Elle y désigne quoi ? Rien d’autre que le fait d’être conscient des injustices subies par les minorités ethniques, sexuelles, religieuses, ou de toutes les formes de discrimination, et d’être mobilisé en vue d’y mettre fin. Il s’apparente ainsi à ce que le philosophe et homme politique ghanéen, Kwame Nkrumah avait thématisé dans son *Consciencisme* (1964).

Avant d’arriver en Europe, en Amérique latine et dans le reste du monde – américanisation du monde oblige ! – le terme « woke » s’est répandu aux Etats-Unis d’Amérique dans le contexte historique de la lutte pour les droits civiques des Africains-Américains.

Cette expression argotique a donc cheminé d’abord dans cette communauté afro-américaine depuis les années 60. Ainsi que le rappelait l’historien Pap Ndiaye, la grande figure du mouvement des droits civiques, Martin Luther King, avait exhorté les jeunes Américains à

« rester éveillés », dans son discours prononcé en juin 1965 à l'Université Oberlin, dans l'Ohio.

Pour rester dans cette généalogie du terme, je peux ajouter qu'en 1923, le philosophe et activiste jamaïcain Marcus Garvey, précurseur du panafricanisme, exhortait déjà : « Réveillez-vous l'Ethiopie ! Réveillez-vous l'Afrique ! ».

Un article du site américain *Vox* a récupéré l'usage, en 1938, de l'expression *stay woke* dans une chanson protestataire du bluesman Leadbelly (Huddie William Ledbetter, 1885-1949) sur l'histoire d'un groupe d'adolescents noirs accusés du viol de deux femmes blanches à Scottsboro, Arkansas.

Le terme « woke » s'inscrirait même dans une histoire du militantisme encore plus ancienne, à en croire certains historiens qui rapportent l'utilisation de l'expression *wide awake* par les anti-esclavagistes du XIXème siècle, qui s'affirmaient déjà « bien éveillés », sous la présidence d'Abraham Lincoln.

Mais, si nous en sommes ce soir à parler de « wokisme », c'est que le terme a traversé le temps, et qu'il est devenu le nom, sinon d'une pensée ou d'une doctrine, d'un mouvement idéologique. C'est même pourquoi il s'est construit comme les noms des autres mouvements : féminisme, socialisme, etc.

En effet, sur le fond de cette origine africaine-américaine ancienne, le mot « woke » s'est par la suite répandu à travers le monde au sein d'autres sphères militantes, pour dénoncer toutes les formes d'injustices subies par les minorités, qu'elles soient « raciales », ethniques, religieuses, sexuelles ou autres.

Ainsi, il a été convoqué et brandi à l'occasion de rassemblements politiques organisés aux Etats-Unis d'Amérique pour dénoncer le sexisme ou la misogynie de Donald Trump et de ses partisans, à l'occasion de son élection en 2017.

Au début des années 2010, la notion de « wokisme » a permis aux minorités en tous genres de s'unir autour d'une perception et d'une expérience partagées des discriminations. Une personne se définissant comme *woke*, c'est-à-dire éveillée, serait consciente des inégalités sociales – par opposition aux personnes « endormies » par l'idéologie dominante, les doctrines religieuses qui enseignent la soumission et la résignation, ou le consumérisme capitaliste – face à l'oppression qui pèse sur les femmes, les racisés, les LGBTQA+, les populations d'origine étrangère, etc.

Indépendamment de la façon dont les attitudes individuelles ont pu changer, les personnes *woke* estiment que les sociétés humaines, à travers le monde, demeurent injustes et parfois oppressives et destructrices pour certaines minorités. Et ce, même dans les sociétés dites démocratiques et libérales, où le pouvoir, les idées et les intérêts de la majorité l'emportent toujours sur le souci et le respect des minorités.

Au fond, la plupart voire la quasi-totalité des sociétés actuelles, tous régimes confondus, acceptent que l'on puisse être traité différemment selon sa classe sociale – son milieu socio-économique et/ou culturel – sa religion, son sexe, son genre ou son handicap.

Aussi, si historiquement le terme *woke* fut d'abord lié à la lutte contre le racisme à l'encontre des Africains-Américains, un racisme qui plonge ses racines dans le passé esclavagiste, les individus qui se réclament aujourd'hui *woke* luttent et revendiquent pour plusieurs causes solidaires entre elles :

- la lutte antiraciste et contre les violences policières et politiques, ainsi que les discriminations,
- les combats contre la domination masculine, le patriarcat et pour l'égalité hommes, femmes et trans,
- la défense des minorités sexuelles et la lutte contre les violences sexuelles et sexistes,
- la lutte contre le réchauffement climatique et contre les dégâts environnementaux occasionnés par l'économie capitaliste extractiviste mondialisée.

Comme l'indique à juste titre l'historien Pap Ndiaye que j'ai déjà cité, il est question plus généralement avec ce mouvement « de changement de mode de vie, de manière d'habiter, de se déplacer, de cohabiter sur la Terre avec ses habitants non humains. Les assignations de genre et les identités sexuelles sont profondément remises en question » par le mouvement *woke*.

Naissance de l'antiwokisme

Si le mouvement *woke* est ce que je viens d'évoquer et de décrire à grands traits, il n'est

guère étonnant que la radicalité de ses analyses et l'ampleur de ses remises en cause ait suscité une vive opposition, une critique acerbe et, *in fine*, une hostilité de la part de ceux dont il dénonce le pouvoir, la domination et les privilèges.

Le *woke* a d'abord fait figure de repoussoir pour la droite et l'ultra-droite américaine, qui y a vu une expression déplorable des excès du « politiquement correct », tandis qu'à gauche de l'échiquier politique, le terme est désormais critiqué, car il est vu comme daté, usé, et surtout, vecteur d'outrance et de radicalité.

Comme le diagnostique un des meilleurs analystes français du phénomène, le politiste Alex Mahoudeau, le « woke », puis le « wokisme » viennent s'ajouter à l' « indigénisme », à la « *cancel culture* » et à l'« islamo-gauchisme », mais aussi au « communautarisme », au « politiquement correct » et au « néo-féminisme intersectionnel », termes auxquels il est souvent substitué. Le mot fait alors rapidement florès, tant comme objet de débats intellectuels et politiques que d'analyses publiques dans des articles ou des livres[1].

C'est un autre politiste français, Alain Policar qui, dans un ouvrage remarquable, *Le wokisme n'existe pas. La fabrication d'un mythe*[2], nous livre le meilleur diagnostic de l'antiwokisme. Il y montre entre autres comment, sur le fond d'une alliance baroque entre « républicains autoproclamés » de droite et de gauche, s'est constitué un authentique mouvement d'hostilité à l'encontre d'un prétendu « wokisme », fondé sur un confusionnisme, le rejet de l'antiracisme, de l'anticolonialisme et de la pensée décoloniale, une promotion de l'« islamophobie », un déni de la domination masculine et patriarcale, une « inhospitalité à la différence », une insensibilité aux injustices, discriminations et ségrégations en tous genres.

Alain Policar montre en quoi et pourquoi le « wokisme » a été et continue d'être accusé de constituer une menace pour la démocratie et pour l'universalisme : présentation du multiculturalisme comme une impasse, critique de la matrice intersectionnelle, condamnation du genre comme déni du réel biologique du sexe, accusation du « wokisme » d'être une « secte intolérante née dans les universités » et sa réduction à « une religion sans pardon et sans avenir », génératrice d'un « totalitarisme d'atmosphère ».

Pour conclure sur ce point, je cède de nouveau la parole à l'excellent Alex Mahoudeau : « En bref, écrit-il dans *La panique woke*, le wokisme apparaît davantage comme un terme aux frontières floues, une sorte de front des déviants idéologiques et intellectuels, et parfois comme une forme de maladie [...], que comme une idéologie bien définie. Les termes employés pour le décrire sont d'ailleurs à l'avenant : il « contamine », « infiltre », « pervertit » ou « verrouille », plus qu'il ne convainc ou décrit. C'est une « religion », un

« millénarisme », « une dérive », « une pulsion de mort », « un cancer », pas une idée ou un système. »

Et l'auteur de faire cette remarque précieuse : « Avant de s'inquiéter pour l'obsession autour du genre ou du racisme, c'est ainsi, paradoxalement, l'obsession de la classe qui, censément, verrouillait le débat. En 2011, Didier Fassin décrivait ainsi la polémique autour de l'ouvrage *Le Déni des cultures,* d'Hugues Lagrange[3] : « La presse, la radio et la télévision préfèrent l'adouber en pourfendeur du « politiquement correct » incarné par des sociologues réputés de gauche, qui voient du social là où [Lagrange] sait reconnaître le culturel[4]. »

Qui a peur ? De quoi ?

Ce survol rapide de la question « woke », vu essentiellement depuis la France, montre à l'évidence que cette dernière cristallise des problématiques jadis séparées et présentées parfois comme opposées : celles de la race – au sens non biologique -, de la classe et du genre. N'est-ce pas, du même coup, ce qui est à la racine et au cœur de ce qui est aujourd'hui nommé intersectionnalité ? L'ouvrage d'Angela Davis, *Femmes, race et classe* (1983)[5], en représente à mes yeux une brillante illustration. Car, au fond, il ne s'agit de rien d'autre, à travers ces différentes approches, que d'une seule et même chose : la mise en évidence et la lutte contre les différentes formes de domination et d'injustice.

D'où la question dont j'ai fait le titre de cette conférence : **Qui a peur du « wokisme » ?** Si le « wokisme » n'est rien d'autre que l'idéologie et le mouvement critique, déconstructionniste et émancipateur que j'ai tenté de décrire à partir de son histoire, qui a réellement peur du « wokisme » et donc de l'intersectionnalité, ce précieux instrument d'analyse des diverses formes de domination ?

Peut-être que la formulation de la question gagnerait à être plus précise. Je vais m'y risquer et la décomposant tout simplement : **Qui a peur de l'antiracisme ?** Je veux dire : qui a peur de l'antiracisme, si celui-ci est le mouvement de contestation et de lutte contre les idées, les institutions et les pratiques inspirées, fondées et justifiées par l'idéologie raciste ?

Contrairement à ce qui peut se dire ici ou là, l'antiracisme n'est pas l'exaltation de la race contre les acquis de la science, biologique notamment. Le racisme en cause, que combattent les antiracistes, ce n'est pas l'hétérophobie – qui n'est déjà pas anodine – ou le racisme réduit à un simple « jugement de goût », qui accueille favorablement ou rejette certaines formes ou modalités de jouissance. Il convient d'entendre ici le racisme au sens de l'idéologie et des conduites qui utilisent « la peur de la différence biologique et raciale pour justifier

l'agression et le privilège », écrit Albert Memmi[6].

Mais il faut aussi poser la question : **Qui a peur des classes sociales ?** Autrement dit, qui a peur de la mise au jour et de l'analyse des rapports de domination dans la société, et qui s'originent dans le système de production, d'échange et de répartition des richesses, dans notre monde régi par le capitalisme dans sa forme néolibérale voire libertarienne ?

Il n'est guère besoin d'être marxien ou marxiste, et encore moins communiste, pour se rendre compte des injustices économiques – sur le plan local comme sur le plan global, entre les Etats et les nations – et de leurs conséquences sur les individus et les groupes en fonction de leur place dans la production et la répartition des biens.

Par ailleurs, peut-on en toute bonne foi considérer que ces conséquences sont les mêmes pour ceux qui, appartenant aux classes subalternes sont également des racisés, des femmes ou des membres de minorités sexuelles ?

Ce qui me conduit à la question : **Qui a peur du féminisme et des féministes ?** Ce qui veut dire, a minima, qui a peur de l'égalité entre les hommes et les femmes ou qui est favorable au maintien de l'infériorisation et de la domination des femmes par les hommes ? Avoir peur du ou des féminismes – aussi divers apparemment que les associations de psychanalystes ! -, n'est-ce pas le simple symptôme d'une hostilité sinon à l'encontre des femmes – nous savons qu'il faut toujours se garder d'universaliser ce signifiant -, c'est en tout cas être défavorable aux luttes en vue de leur émancipation du patriarcat et de toutes les formes de domination masculine.

Je poursuis : **Qui a peur des mouvements LGBTQIA+ ?** Il me semble que c'est l'honneur de notre modernité que d'avoir œuvré – et je pense que la psychanalyse n'y a pas compté pour rien -, à l'intelligence de la diversité des orientations sexuelles, à dé-pathologiser les homosexualités et, plus récemment encore, à donner toute leur place aux problématiques de la transition. Peut-on se faire les chantres et les défenseurs du « désir d'obtenir la différence absolue » et reculer devant le choix homosexuel ou encore être transphobe ?

J'en viens à présent à un point encore plus polémique dans les interventions des anti-wokistes, à savoir la pensée décoloniale. **Qui a peur de la pensée décoloniale ?** Même si je n'adhère pas personnellement aux thèses dites décoloniales et que je reconnais volontiers les limites voire les impasses de ce mouvement de pensée, je n'en sous-estime pas moins sa valeur subversive et son rôle d'aiguillon dans la pensée et les luttes politiques pour l'émancipation des pays anciennement colonisés. Soyons précis, parce que le terrain peut être glissant par moments. Soyons précis encore, parce que le mouvement dit décolonial

n’est ni l’anticolonialisme ni la postcolonie. Au plus simple, je dirai que la pensée décoloniale est ce mouvement théorico-politique né à la fin des années 1990 au sein du groupe latino-américain « Modernité/colonialité », dont vous connaissez sans doute mieux que moi l’histoire et les travaux : le sociologue péruvien Anibal Quijano, son collègue portoricain Ramon Grosfoguel, le sémioticien argentin Walter D. Mignolo et le philosophe argentin Enrique Dussel. Selon eux, la « colonialité » est pour ainsi dire le pouvoir issu des conquêtes à partir de 1492, et tout particulièrement de celle du Nouveau Monde. Cette manière d’être au monde et de penser le monde, que Anibal Quijano appelle « colonialité du pouvoir, de l’être et du savoir », serait constitutive de la modernité et du capitalisme. Ce système-monde, ils le datent du commerce triangulaire et de la restauration du système esclavagiste en dehors de l’Europe. Selon ces penseurs, la colonialité a survécu à la colonisation à travers la mondialisation et les institutions supranationales comme la Banque Mondiale ou le Fonds Monétaire International. La colonialité et le racisme qu’elle forge ou dont elle se nourrit, constituent selon eux la face obscure de la modernité. Critiques féroces de l’universalisme abstrait des Lumières européennes, dont ils exhibent les inconséquences, les décoloniaux substituent à l’idée d’universel un « pluriversel » riche de tous les pluriels. Il s’agit de thèses, de propositions théoriques et d’hypothèses de travail qui méritent davantage, je pense, que le mépris, la raillerie ou le pur et simple rejet de la part de certains « entrepreneurs de haine ».

En vérité, et pour l’essentiel, ceux qui professent l’anti-wokisme refusent de reconnaître ou d’assumer ouvertement leur tropisme raciste, leur homophobie, leur transphobie ou leur colonialité. Ils se cachent, dirai-je, derrière deux choses : l’excès, l’outrance et la prétendue radicalité des mouvements subversifs, protestataires et contestataires qui visent l’émancipation. Disons que l’amour de l’ordre leur fait perdre le sens de la justice, et les conduit à penser que les minoritaires sont aussi et pour toujours des mineurs, donc condamnés à l’hétéronomie. J’ajouterai qu’à mes yeux, c’est fondamentalement la critique et la déconstruction de l’universalisme – au sens où ce dernier est entendu par les gardiens du temple républicain, c’est-à-dire de ceux qui s’auto-proclament gardiens des valeurs de la laïcité (à la française !) – qui vaut aux « wokistes » l’hostilité dont ils sont l’objet. Pourquoi pas, après tout, me direz-vous ? Le champ idéologique a toujours été le lieu de luttes âpres, de combats, d’affrontements entre adversaires, voire entre ennemis. La question n’est donc pas tant celle de la légitimité de ces oppositions et antagonismes idéologiques, mais celle de l’option de certains psychanalystes, qui veulent, non pas simplement en leur nom, mais au nom de la psychanalyse, prendre le parti des anti-wokistes. D’où mon dernier développement pour ce soir :

L’intérêt de la psychanalyse

Par ce syntagme, vous l'aurez remarqué, je détourne le titre d'un article fameux de Freud, « *Das interesse an der Psychoanalysis* », qui date de 1913. Evidemment, ce texte de Freud n'a à voir ni avec le « wokisme », ni avec l'intersectionnalité, leurs thuriféraires ou leurs détracteurs.

Il se trouve que le mot *intérêt*, en français – j'ignore ce qu'il en est dans la langue de Goethe –, peut s'entendre au moins en deux sens assez distincts : l'un, objectif et l'autre, subjectif. En effet, première acception : l'intérêt, c'est l'importance de quelque chose, son utilité pour quelqu'un ou pour un domaine, une activité, une discipline. C'est le sens dans lequel Freud l'a utilisé en 1913 pour noter que, par-delà son intérêt pratique dans la cure – donc a minima dans le traitement des névroses -, la psychanalyse avait également un intérêt épistémique pour d'autres champs, pratiques ou savoirs : l'éducation, la médecine, la psychologie, la littérature, la philosophie, l'anthropologie, etc. Mais, intérêt s'entend aussi en un deuxième sens, subjectif, dirai-je, à savoir le bénéfice, le profit pour soi. C'est dans ce deuxième sens que je m'interroge pour déterminer l'intérêt propre de la psychanalyse en tant que discours dans le débat autour de l'intersectionnalité, dont on a vu qu'il n'est pas, loin de là, un pur et simple débat théorique ?

Avant de répondre frontalement à une question aussi redoutable, il serait peut-être utile de rappeler rapidement quelques points. La psychanalyse est née et s'est développée comme une pratique et un savoir minoritaire. Minoritaire dans le champ médical et thérapeutique, mais minoritaire également, voire marginale, au sein de l'Université. Enfin, minoritaire par l'origine « ethnique » de son fondateur et de ses premiers praticiens. Au point qu'elle a eu à faire face à sa stigmatisation comme « science juive ». Cette expérience du racisme, de la discrimination et de la ségrégation devrait, à elle seule, suffire à rendre les analystes sensibles à ces thèmes. Hormis cette réflexion générale, mais qui a son prix, et qui indique suffisamment ce que devrait être le tropisme de la psychanalyse, il convient de s'attarder sur au moins trois thèmes qui concernent soit la psychanalyse en intension elle-même, soit la politique de la psychanalyse.

Le premier thème est celui du père, évidemment, puisque du père au patriarcat et à la domination masculine, il n'y a qu'un pas. La doctrine psychanalytique comme la clinique analytique en sont tellement imprégnées – d'Œdipe à Moïse… via Hamlet ; de la clinique de l'hystérie à la père-version, en passant par la phobie, la Loi, la castration, etc. – , qu'il s'est répandu l'idée que la psychanalyse, non seulement ne peut pas se passer du père, mais qu'elle est impensable sans son pouvoir hégémonique, soit le patriarcat. Et ce, au point qu'on a pu moquer ceux des psychanalystes qui, comme Donald D. Winnicott, ont pu manifester quelque intérêt pour la mère. Ai-je besoin de dire qu'il n'en est rien ?

Si Freud a recueilli de la bouche des hystériques notamment – hystériques dont on sait que l'amour pour le père constitue leur colonne vertébrale, à en croire Lacan -, la fonction structurante du père pour l'introduction à l'ordre du désir, Lacan a évolué progressivement dans le sens, non pas d'une restauration du père et du patriarcat comme traitement ou solution de la névrose – lui qui situait dans les ratés du patriarcat l'une des raisons de l'émergence des névroses freudiennes -, mais vers un « Au-delà du complexe d'Œdipe » et vers la conception d'un agent laïc de la castration : l'objet *a*. N'est-ce pas la condition même du discours psychanalytique et l'antidote radicale contre toutes les formes de régression vers la psychothérapie et le discours du maître ? Il faut le dire, y insister, le marteler : rien, dans la psychanalyse, ne la destine à être le soutien ou la défenseure du père, du paternalisme ou du patriarcat !

Le deuxième point qui se doit d'être convoqué est celui des sexualités et de la sexuation. Le legs théorique et clinique de la psychanalyse ne se réduit pas au seul fait d'avoir mis au jour la sexualité infantile, et, par là même, la perversion polymorphe de l'enfant et la réalité sexuelle de l'inconscient. Je crois qu'il serait juste de mettre au compte de la psychanalyse d'avoir établi et intégré à la Culture que la sexualité humaine n'a rien de naturel. Si tant est que ce mot de nature ait un sens depuis Descola et les poststructuralistes. En tout cas, ce que la psychanalyse promeut, c'est que la sexualité des parlêtres est soumise aux contingences de l'histoire individuelle et des rencontres toujours manquées, aux vicissitudes de la pulsion et aux excentricités du désir.

La raison en est simple. C'est que le *parlêtre* est d'abord et avant tout un animal dont le langage, qui le fait sujet, affecte aussi la jouissance. D'où l'infinie variété des modes de cette jouissance, qui ne viennent témoigner que d'une chose, le réel même de la psychanalyse, à savoir l'inexistence du rapport sexuel. Et à ce réel, on n'échappe pas, que l'on soit homme, femme ou Auvergnat ! Qu'on préfère le même sexe, le sexe autre ou aucun, car, de toute façon, « […] c'est plutôt avec Φ qu'avec l'autre, le partenaire, que chacun a rapport[7]. » Dès lors, en tant qu'analyste, c'est-à-dire servant du discours qui porte un tel enseignement, comment peut-on, hors de sa propre névrose ou des impasses de son analyse, promouvoir, soutenir ou même tolérer des idées homophobes ou transphobes ?

Avant de conclure, j'aimerais dire un mot du signifiant à partir duquel, en France tout au moins, s'est organisé l'ensemble des attaques contre le « wokisme ». Ce signifiant, c'est celui de l'universalisme. Et souvent, on ajoute : républicain ! Beau concept, n'est-ce pas, que cet uni-vers… Mais vers quoi ? En vérité, le problème n'est pas tant celui de l'universel ou de l'universalisme que celui de ses interprétations ou celui de ses usages. En effet, on peut invoquer l'universel de plusieurs points de vue, et lui faire dire des choses opposées et

parfois antagonistes.

Sur cette question, des plus sérieuses qui soient, il convient d'être clair et précis. L'attachement à la psychanalyse, à la science et à la Raison, conduit nécessairement vers l'universel, la visée de l'universel et le privilège accordé à ce qui est universel de fait ou à ce qui est universalisable : le langage, l'inconscient, le désir, que sais-je encore ? Mais l'universalisme, c'est-à-dire l'idéologie de l'universel posé comme principe et comme condition, que les anti-wokistes opposent à ceux qui ont le souci ou ressentent la nécessité de défendre – ne serait-ce que ponctuellement – une particularité, une singularité, une « identité », relève souvent, pour ne pas dire toujours dans le débat français, de l'arrogance, de l'intimidation voire du « terrorisme intellectuel ». C'est en effet un usage de l'universel qui ravale le post-colonial, le décolonial et tout le mouvement qualifié de « woke » à des célébrations du relativisme, des replis identitaires et sécessionnistes. Or, comme l'écrivait justement le philosophe sénégalais Souleymane Bachir Diagne :

« Parler au nom du particulier *comme tel* en récusation de l'universel *comme tel* n'a simplement pas de sens. Ce serait pur illogisme. Dire, en revanche, que l'universel ne saurait être la propriété d'une seule province du monde, c'est inviter à faire mouvement vers ce que Aimé Césaire a appelé un universel riche de tous les particuliers, et qui n'est pas donné. Après Césaire, la pensée décoloniale répète que mettre en question un universalisme qui ne serait que la manifestation d'un exceptionnalisme européen, c'est inviter à marcher vers la « pluriversalité ». […] Car il ne faut pas lire dans le pluri-versel l'opposé de l'uni-versel, mais l'interpénétration du pluriel et de l'universel[8]. »

Ainsi pouvons-nous sortir de l'universalisme de surplomb pour ce que Merleau-Ponty, le premier, a appelé « l'universel horizontal ».

Je conclus. Notre discours, la psychanalyse, est encore jeune. À peine un peu plus d'un siècle. Ce qui, vous en conviendrez, est assez dérisoire au regard de la médecine, de la philosophie ou même de la science moderne. Néanmoins, cette jeunesse même et son advenue dans des siècles d'extrêmes bouleversements, confrontent la psychanalyse à des défis énormes, tant cliniques que théoriques, politiques et éthiques. Ce qui rehausse le niveau de la responsabilité de ceux qui servent ce discours. Cette responsabilité, que nous avons en partage, devrait nous conduire à distinguer sévèrement les questions sur lesquelles la psychanalyse ne peut pas se taire, les questions qui sont hors de son champ propre, et dont elle n'a rien à dire qui puisse être fondé par sa clinique et son éthique, et les questions sur lesquelles la psychanalyse se doit de prendre parti, ne serait-ce qu'en raison de ses intérêts propres et de ses devoirs à l'endroit de la Cité et du lien social. D'où la question sur laquelle

je vais vous laisser ce soir : au fait, quels sont, pour aujourd'hui et quelques temps encore, les intérêts véritables du discours analytique ?

1 MAHOUDEAU A., *La Panique woke, Anatomie d'une offensive réactionnaire*, Paris, Textuel, 2022, p.13.

2 POLICAR A., *Le wokisme n'existe pas, La fabrication d'un mythe,* Paris, Le Bord de l'eau, 2024.

3 LAGRANGE H., *Le Déni des cultures*, Paris, Point Essai, 2013.

4 *Ibidem*, p.76-77.

5 DAVIS A., *Femmes, race et classe,* Paris, Zulma Essais, 2022.

6 MEMMI A., « Hétérophobie et racismes », Courrier de l'UNESCO, XXXVI, 1983, p.11-13.

7 LACAN J., *Le Séminaire Livre XIX, ...ou pire*, Paris, Seuil, [1971-1972] 2011, p.71.

8 DIAGNE S. B., *Le fagot de ma mémoire*, Paris, Ed. Philippe Rey, 2021, p.150.